



# Presse Internationale

mensuel – n°57 – avril 2008 - 1€ (soutien 2€)

## LCT

### LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

## Les syndicats doivent unifier les luttes pour défendre le pouvoir d'achat p.3



## Venezuela

Les travailleurs combattent pour leur salaire, Chavez les réprime ! p. 12

### Aussi dans ce numéro :

Pour un Premier Mai de lutte p.20

La Marche « pour la paix » - un bilan p.5

Edito : Nouveau gouvernement : stabilité pour les patrons, précarité pour les travailleurs p.2



**PTB**

**1971**

AMADA-TPO

« Tout le pouvoir aux ouvriers »

Le « renouveau » p. 7



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

## Nouveau gouvernement : stabilité pour les patrons, précarité pour les travailleurs !

Après de long mois, le nouveau gouvernement a été approuvé par la chambre ce samedi 22 mars. Pas moins de 5 partis, représentant les 3 familles politiques traditionnelles, sont représentés : CD&V, PS, MR, Open VLD et CdH. Chacun voulait avoir sa part du gâteau, ce qui fait 15 ministres et 7 secrétaires d'Etat. Tant de monde, pour quoi faire ?

Stratégie nationale pour l'emploi : Renforcement de la chasse aux chômeurs, élargie aux chômeurs de plus de 50 ans. Augmentations des emplois précaires comme les titres-services. Aménagement de la semaine des 38 heures : Le temps de travail sera individualisé, chacun pourra avoir un crédit-temps à gérer, ce qui va casser la solidarité entre travailleurs en rendant impossible une réduction collective du temps de travail. Développer l'activité économique : faire des cadeaux aux patrons avec l'argent public, comme les fameux intérêts notionnels, pour « développer un climat pour attirer les investisseurs ». Sécurité, justice, police : des pouvoirs supplémentaires seront donnés aux policiers et à la justice pour enquêter de manière plus approfondie, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Immigration : recours à une main d'œuvre étrangère selon la pénurie sur le marché local, une immigration « choisie » de quelques travailleurs en maintenant la majorité dans l'illégalité, et donc dans le travail au noir.

Cet accord représente une attaque plus dure contre les acquis des travailleurs. Il s'agit d'un programme au service du patronat pour augmenter leurs profits, en nous exploitant davantage. Non, de ce nouveau gouvernement, il n'y a rien à attendre. Et cela, les nombreux travailleurs en luttes depuis le début de l'année l'ont bien compris. Les fonctionnaires flamands, Fabricom, Bekaert, Centre hospitalier du bois de l'Abbaye, IJsbuerke, etc. Ils s'organisent, font des grèves, pour arracher ce qu'ils peu-

vent. Malgré les difficultés, les conciliations, ils obtiennent des victoires et nous montrent que seule la lutte paye.

Mais alors que des délégations combattives engrangent des victoires sur le terrain contre le patronat et la politique antisociale du gouvernement, que font nos directions syndicales ?

Coté CSC, on fait une évaluation mitigée, de l'accord gouvernemental et coté FGTB on salue tout d'abord la responsabilité des politiques en vue d'assurer un peu de stabilité à notre pays (Syndicats 21/03). Et si l'accord n'est pas assez social, ce serait dû au fait que le PS est isolé et minoritaire. Mais plutôt que d'entretenir des illusions sur la prétendue politique de gauche du PS, il faudrait soutenir les délégations de bases qui luttent, et rompre les conciliations avec le patronat et le gouvernement. Il faut en finir avec le modèle pourri de co-gestion et de concertation sociale qui obligent les travailleurs combattifs à accepter des bouts de chandelles. Il faut au contraire, à partir des luttes concrètes, étendre la mobilisation. **Il faut exiger de nos directions syndicales qu'elles convoquent des assemblées de base pour décider démocratiquement d'un plan national de lutte** pour forcer le gouvernement à augmenter réellement notre pouvoir d'achat, à garantir des services publics et des soins de santé gratuits et de qualité. Comme nous le montrent les exemples de luttes en début d'année, c'est possible, mais cela dépendra de notre capacité à nous unir dans une lutte des travailleurs, flamands et wallons, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers ! Tous ensemble, tous ensemble, contre l'accord gouvernemental !

**Non à l'accord gouvernemental !**

**Pour une augmentation générale des salaires !**

**Exigeons des directions syndicales un plan national de lutte et de mobilisations unitaires !**

## Luttes et pouvoir d'achat

Depuis plusieurs mois, face à une inflation qui bat des records, on ne cesse de parler de la perte de notre « pouvoir d'achat ». Le mot est présent dans tous les médias, les organisations patronales parlent « d'exagération », le gouvernement intègre hypocritement le point dans ses accords et certaines firmes poussent le bouchon jusqu'à arborer le thème dans leurs publicités ! Pour les travailleurs, ce ne sont pas des statistiques mais la dure réalité : leur part dans la richesse qu'ils produisent diminue de jour en jour. Après la manifestation syndicale du 15 décembre, les grèves se multiplient pour une revalorisation salariale. Comment continuer le combat ?

### Une inflation record

En janvier, l'inflation avait augmenté de 3,46% en un an. En février, la hausse des prix s'est encore accélérée, au plus haut depuis 17 ans : 3,64%. Et en ce mois de mars, l'inflation culmine à 4,39%, le taux le plus haut depuis 1985 !<sup>1</sup> Les plus fortes hausses proviennent des factures d'électricité, suivies de celles du gaz, des fruits frais, du pain, des céréales et des voyages à l'étranger. Par rapport à 2007, et à politique inchangée, les ménages payeront en moyenne 300 € de plus en 2008 pour leur facture d'électricité et de gaz (CREG). Cela représente une hausse d'environ 13% pour l'électricité et 25% pour le gaz.

Les premiers touchés sont les plus pauvres. Une étude de l'ECOLO Philippe Defeyt indique que pour les 10% des ménages les plus pauvres, les frais de logement, d'eau, d'électricité et de gaz sont deux fois plus importants que pour les ménages aux revenus moyens, et cela peut représenter une perte de pouvoir d'achat de 400€ sur une base annuelle.

Le patron de la Banque nationale, le "socialiste" Guy Quaden, avoue que « cela pose problème pour une minorité de la population, qu'il faut aider. Mais il ne faut pas dramatiser. L'inflation n'est pas insupportable. [...] Chacun doit collaborer à modérer l'inflation ».<sup>2</sup> Chacun... le patron de la BNB (salaire de 40 mil €/mois) comme le minimexé, tous des « citoyens » responsables.

### « Une impression des gens ! »

Pour les patrons, « il n'y a pas de problème de pouvoir d'achat. Nous le disons depuis le 15 décembre, jour de la manifestation des syndicats. [...] Il y a un problème pour 5 à 10 % des gens. [...] Ce n'est donc pas un problème, c'est une impression des gens. Il est inacceptable que l'on mette cela sur le dos des entreprises. [...] Ma demande aux syndicats, c'est qu'ils arrêtent les grèves. [...] C'est très populiste de faire payer les patrons ! »<sup>3</sup>

En 2007, les bénéficiaires des entreprises ont augmenté en moyenne de 14%. Et c'est bien de cela qu'il s'agit, de ne pas mettre en péril ces bénéficiaires. Toujours selon les patrons : « nous devons nous concentrer sur ce qui intéresse vraiment les gens, à savoir l'assurance de pouvoir continuer à travailler avec ceux qui les entourent et couvrir les dépenses

de leur ménage. [...] Les indicateurs montrent clairement que la modération salariale est essentielle pour continuer à garantir ces deux objectifs à l'avenir. »<sup>4</sup> C'est la logique des patrons : pour couvrir les dépenses des ménages, il faut... enrichir les patrons afin qu'ils soient en mesure d'offrir « l'assurance » (sic) de pouvoir travailler pour eux, le travailleur et ceux qui l'entourent, tout le ménage.

Les patrons disent qu'il n'y a pas de problème, parce que les salaires sont indexés. Mais leur « index des prix » ne représente nullement la hausse des prix pour un ménage de travailleurs. Le loyer, dépense incontournable, y est représenté comme étant 6,2 % du revenu, alors que même ceux qui ont la chance de pouvoir disposer d'un logement social payent déjà 25% de leur revenu en loyer. D'autre part, le tabac, l'alcool et le pétrole ont été retiré de l'index - qui a été rebaptisé cyniquement « index santé » - lors de l'application du Plan Global au début des années 90.

Mais pour les patrons, il n'y a pas de problème, sauf qu'il faut peut-être tout de même s'occuper de cette quantité négligeable des « 5 à 10 pour cent des gens ». Leur gouvernement a donc inventé quelques primes de survie... qui ne sont finalement que des mirages.

### Politique du gouvernement : améliorer le pouvoir d'achat... des patrons !

Les pensionnés verront leur pension augmenter de

### Le « trou » dans les comptes de la Sécu : 11 milliards.

Le gouvernement veut faire payer davantage les malades, mais si on commençait par reverser les taxes dues à la Sécu :

Une partie des taxes sur le tabac :	7,8 milliards
Une partie des taxes sur l'alcool :	3,5 milliards
Une partie des primes d'assurances automobiles :	1,6 milliards
La taxe sur les industries polluantes :	1,2 milliards
La part de TVA destinée à la Sécu :	2,0 milliards
Retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés :	2,1 milliards
Retard de paiement par les entreprises :	1,9 milliards
En faisant une bête addition, on arrive au total de	20 milliards

Le « trou » serait donc un excédent de 9 milliards € !

(Chiffres du rapport des comptes de la Sécu - 2003)

2%, alors que l'inflation tournera, en 2008, autour de 4 %. Aucune augmentation des allocations familiales n'est prévue. Les parents toucheront seulement une prime annuelle (le supplément d'âge annuel) qui remplacera et étendra la prime de rentrée. Pourquoi une prime, et non pas une augmentation des allocations ? Pour éviter l'indexation ! Même chose pour le gaz et l'électricité : on prévoit seulement un remboursement de facture de maximum 75 €, des cacahuètes quand on sait que les factures vont augmenter de presque 300 € ! Enfin, en ce qui concerne les bas revenus, seule la quotité exemptée d'impôts va augmenter (de 6.150 à 6.500 €), ce qui représente environ 62 € par an, pour une perte de pouvoir d'achat de 400 € ! Pour un couple à bas revenus avec deux enfants et qui aura la « chance » de toucher le fonds du mazout, cela représentera environ 140 € par an, ce qui ne compense pas, et de loin, la hausse des prix du pétrole

D'autre part, les réductions des « charges » sur les salaires, c'est à dire le salaire indirect qui finance la sécurité sociale et les pensions, et les réductions d'impôts pour les patrons moyennant la politique des intérêts notionnels, continuent.

Ce n'est donc pas étonnant que, ces 25 dernières années, le PIB - l'ensemble de la richesse produite par les travailleurs en Belgique - a triplé, mais que la part des salaires y est passée de 67% à environ 50% aujourd'hui.

On améliore le pouvoir d'achat... des patrons !

### Les directions syndicales défendent... les patrons !

Depuis janvier 2006, un « groupe de dix », constitué de 5 dirigeants syndicaux et de 5 représentants du patronat et présidé par Jean-Claude Daoust, administrateur délégué de la FEB, s'occupe de sauvegarder les profits des patrons (« la compétitivité des entreprises »), et cela « loin des

caméras ».<sup>5</sup> Pour Di Rupp, « *Ce sont les patrons et les syndicats qui peuvent créer un état d'esprit plus positif, les conditions de l'élan économique.* »<sup>6</sup>

Ce « groupe des dix » a concocté un nouveau système de rémunération, le « bonus salarial », qui est entré en vigueur à partir du 1er janvier 2008. Cette rémunération est liée aux performances de l'entreprise. Alors que les travailleurs n'ont



Lors de la mobilisation du 3 octobre 2000, l'exigence « le pétrole dans l'index » était soigneusement évitée par les directions syndicales.<sup>7</sup>

aucune ingérence sur la marche d'une entreprise, ils deviennent responsables s'il y a moins de bénéfices. En principe, ce bonus ne fait pas partie du salaire mais il sera maintenant pris en compte pour fixer le plafond des rémunérations. Les « partenaires sociaux » veilleront à conclure des accords salariaux « all-in », ce qui veut dire que, tout compte fait, les salaires ne peuvent pas dépasser un plafond établi par la comparaison avec ceux des pays voisins et l'index des patrons.

### La réponse des travailleurs

L'importante vague de grèves, qui a débuté au mois de janvier, surtout au Nord du pays, s'est poursuivie encore durant ce mois de mars. Le personnel de l'entreprise de Clema-co à Zeebrugge (qui sous-traite pour la marine) a décidé de poursuivre son mouvement après avoir rejeté la proposition de la direction. Chez Ford Genk, les employés et cadres ont embrayé dans le sillage des ou-

vriers qui avaient obtenu une prime. Dans le cadre des négociations sectorielles 2008-2009, les fonctionnaires flamands continuent leurs grèves tournantes et réclament une hausse salariale de 5%. Une hausse de salaire était aussi le mot d'ordre des grévistes chez IJsbroerke (crèmes glacées) à Tielen. Et après trois ans de mobilisations, le secteur du non-marchand est redescendu en rue pour rappeler ses revendications, elles-mêmes aussi pour la plupart liées au pouvoir d'achat.

### Et maintenant ?

Qu'attendent les directions syndicales pour unifier tout ce mouvement de grèves et de protestations dans un grand plan de lutte national de mobilisation, afin de récupérer nos acquis sociaux, notre pouvoir d'achat, comme premier pas pour des actions plus décisives dans l'objectif que les travailleurs eux-mêmes prennent les rennes du pouvoir, actuellement aux mains d'un gouvernement au service des patrons et jouissant de la complicité des directions syndicales.

Dans différentes mobilisations au cours des dernières années, les travailleurs ont répété : **Le pétrole dans l'index.** C'est le cri de guerre pour récupérer une vraie indexation salariale, qui reflète fidèlement notre pouvoir d'achat.

**Non aux accords all-in et autres subterfuges pour faire baisser notre pouvoir d'achat !**

**Non aux cadeaux patronaux, remboursement de toutes les réductions de charges !**

**Le pétrole dans l'index !**

**Augmentation substantielle des allocations sociales, des pensions et des salaires !**

<sup>1</sup> Le Soir, 29.03.2008 .

<sup>2</sup> Le Soir, 14.02.2008 .

<sup>3</sup> Pieter Timmermans, directeur général de la FEB - Le Soir 16.02.2008

<sup>4</sup> Rudi Thomaes, administrateur délégué de la FEB - InforFEB, 28.02.2008

<sup>5</sup> Le Soir, 19/01/2006 .

<sup>6</sup> Le Soir, 21.01/2006

<sup>7</sup> Voir PI n°17

### La Marche « pour la paix »

Le 16 mars, à l'occasion des cinq ans d'occupation de l'Irak, une plate-forme principalement composée d'ONG a organisé une marche et un rassemblement pour s'opposer à la guerre. La participation de la LCT à cet événement a donné lieu à une certaine polémique au sein de la gauche radicale. Si d'aucuns critiquaient l'adhésion même, de la part d'un parti qui se veut révolutionnaire, à une plate-forme « pacifiste », d'autres manifestaient un désaccord avec les slogans que nous y avons arborés. Finalement, il y avait aussi des critiques au fait que nous y avons manifesté sous la même bannière que le Bloc-ML et le MLKP. Nous saluons ces discussions, comme une bonne opportunité pour préciser certains points de notre programme et notre façon de participer dans les luttes.

Si la LCT a signé la plate-forme des organisateurs de la Marche, c'est avec une réserve explicite sur certains points, une réserve que nous avons clairement affichée dans un tract lors de la manifestation. Nous n'avons aucune confiance en l'ONU. Nous ne considérons pas la guerre en Irak sous le simple point de vue de « la violence » à laquelle on pourra mettre fin en demandant gentiment à toutes les parties concernées de la faire cesser. Pour nous, comme pour Lénine (qui cite Clausewitz), la guerre est la continuité de la politique avec d'autres moyens, c'est la lutte des classes. Et dans cette lutte, nous choisissons un camp, celui des opprimés. Mais il y a un point essentiel dans la plate-forme, avec lequel nous sommes d'accord et autour duquel nous voulons promouvoir la mobilisation la

plus vaste possible, au-delà de nos divergences : c'est l'exigence du retrait des troupes étrangères de l'Irak. De plus, vis-à-vis de la plate-forme, nous saluons comme très progressive le rejet explicite de la participation belge au conflit, ainsi que l'élargissement de la problématique au Moyen-Orient, et en particulier à la Palestine. Notre soutien - c'est-à-dire notre appel à participer à la Marche, au lieu de rester en marge et nous limiter à y vendre notre presse, par exemple - est inspiré par la nécessité impérieuse **de mobiliser le plus amplement possible contre l'occupation de l'Irak**, en dépit de certaines divergences très profondes avec la politique des organisateurs de la marche.

#### Notre politique pour l'Irak

Notre slogan « **Vive la résistance du peuple irakien** » a suscité

un autre type de discussion. Soutenir la résistance « du peuple » irakien ne serait pas une perspective de classe.

L'impérialisme veut nous faire croire qu'en Irak, il s'agit d'une « violence aveugle » de guerre civile entre ethnies différentes, où un tuteur, comme l'ONU ou une armée d'intervention « humanitaire », devrait essayer de s'interposer pour éviter les massacres. Pour nous, il s'agit bel et bien d'une lutte de libération nationale de l'ensemble d'un peuple contre un envahisseur.

Ceci dit, pour certains, il ne servirait à rien de soutenir une lutte de libération nationale, dirigée par différentes fractions de la bourgeoisie irakienne contre l'envahisseur, étant donné que cette lutte n'est pas dirigée par un parti révolutionnaire ou par le mouvement ouvrier.<sup>1</sup>



En fait, c'est la lutte de libération nationale des peuples qui est mise en cause, avec l'argument qu'elle n'a pas de direction prolétaire.

Il est vrai qu'aucune bourgeoisie ne va mener une lutte de libération nationale à ses ultimes conséquences. Cette bourgeoisie « nationale » va, tôt ou tard, trahir la lutte et la détourner vers une soumission à l'impérialisme. C'est l'essence de la théorie de la Révolution Permanente de Trotsky et c'est aussi la conclusion amère de l'issue de bien des luttes de libération nationale, comme au Nicaragua dans les années 70 ou plus récemment au Kosovo. C'est pour cela que nous sommes convaincus qu'il faut construire le parti révolutionnaire dans ces pays, un parti qui défend le programme de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Il ne s'agit toutefois pas d'attendre patiemment que cette direction apparaisse du néant pour s'y joindre alors. **Il n'y a aucune façon d'avancer dans sa construction, sans prendre part activement dans la lutte contre l'envahisseur**, non pas telle que nous aimerions qu'elle soit mais telle qu'elle a lieu, avec les directions que les masses se donnent, avec les tactiques - nécessairement violentes - qu'elles jugent nécessaires.<sup>2</sup> C'est dans ce cadre que le mouvement ouvrier en Irak essaye de s'organiser en dénonçant la trahison du « syndicat unique » fantôme et de la participation du Parti Communiste Irakien dans le gouvernement mis en place par l'occupant. Et la première tâche, aussi de ce mouvement ouvrier organisé dans un syndicat d'opposition,<sup>3</sup> est de chasser l'occupant, une tâche à mener **ensemble** avec toutes les forces qui s'opposent à cette occupation.

Cela veut dire, pour nous en Belgique, dénoncer le rôle de notre pays comme allié des envahisseurs et mobiliser contre l'occupant, y compris **ensemble** avec les « pacifistes ».

## Unité d'action

Finalement, un mot sur le fait d'avoir marché ensemble avec le Bloc ML et le MLKP derrière des slogans communs. Nous considérons que c'est une tactique très correcte, de mener **des actions en commun avec d'autres organisations**, avec lesquelles nous avons des désaccords importants sur plusieurs points de notre programme. Nous avons, par exemple, signalé dans notre Programme les désaccords que nous avons avec le Bloc ML.<sup>4</sup> Si nous étions d'accord sur tous les points essentiels de notre programme, il n'y aurait pas de raison de rester dans des partis distincts. Mais quand il s'agit d'une unité d'action, il nous suffit un accord, précisément, sur l'essentiel de cette action, dans ce cas, sur le fait de choisir camp dans la guerre entre le peuple irakien et l'envahisseur, et de dénoncer clairement l'implication de l'impérialisme belge, sur les différents théâtres de la lutte des peuples opprimés.

Cela a été notre politique, aussi dans d'autres occasions. Nous avons, par exemple, soutenu ensemble avec le PTB une liste électorale, la Liste Maria, en dépit de nos grandes divergences avec ce parti, sur la base d'un accord d'avancer des dirigeants reconnus du mouvement ouvrier comme candidats aux élections.

Ceci dit, nos divergences avec certains partis et leurs méthodes de lutte peuvent parfois être très impor-

tants, au point que nous nous limitons à défendre leurs militants contre les attaques de la bourgeoisie. Récemment, nous avons publié une déclaration de la LIT-QI (dont la LCT est la section belge) concernant les FARC, où nous nous distançons clairement, aussi bien de leur stratégie que de leurs méthodes de lutte, mais que nous défendons contre le gouvernement d'Uribe qui a massacré ses militants.<sup>5</sup>

Nous répétons donc : « **Vive la résistance du peuple irakien** » et c'est pour cela que, à l'occasion du Premier Mai, nous proposons de relayer l'appel international de syndicalistes aux Etats-Unis<sup>6</sup> qui manifesteront ce jour là en exigeant le retrait des troupes d'occupation de l'Irak, d'Afghanistan et du Moyen-Orient.

<sup>1</sup> C'est le cas du MAS/LSP. Par exemple : « *Le seul espoir pour les travailleurs irakiens est la reconstruction du mouvement ouvrier.* » Alternative Socialiste, 25.01.2007

<sup>2</sup> On avance même que ce serait un crime que « des irakiens » tuent des « simples soldats » américains, et les représailles contre les collabos sont dénoncées comme une « guerre fratricide ». On oublie que même la lutte dirigée par le parti prolétaire de Lénine et de Trotsky lors de la défense de la Révolution d'Octobre, n'avait pas d'autres choix que de « tuer des simples soldats » envoyés contre lui par les armées impérialistes et leurs collabos.

<sup>3</sup> [www.uuiraq.org/](http://www.uuiraq.org/)

<sup>4</sup> Vous pouvez consulter ce Programme sur notre site [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be)

<sup>5</sup> PI56 - mars 2008

<sup>6</sup> Voir p.20 de ce numéro



## Le « renouveau » du Parti du Travail de Belgique Un cas d'école en Europe

La bourgeoisie se réjouit du fait que le Parti du Travail de Belgique (PTB) soit « rentré dans l'ordre ». Pour le Journal du Mardi, par exemple, il se situait « en dehors du cadre démocratique » et méritait donc l'ostracisme « *au même titre que l'extrême droite* », mais maintenant ce ne serait plus le cas.<sup>1</sup> Nous ne partageons nullement cette euphorie. Tout d'abord, en dépit de toutes les divergences que nous avons avec le PTB, nous rejetons catégoriquement cette calomnie, cet amalgame détestable de placer le PTB dans son parcours historique au même niveau que l'extrême droite. Mais d'autre part, nous regrettons la tendance vers le réformisme qui, déjà présente depuis quelque temps dans ce parti, c'est finalement cristallisée dans son 8<sup>ème</sup> congrès.

### Un virage à droite...

Le Parti du Travail de Belgique (PTB) se rallie à l'économie du marché,<sup>2</sup> accepte la société capitaliste, et dit ouvertement qu'il s'agit de la réformer plutôt que de la remplacer par le socialisme.<sup>3</sup> Il se déclare marxiste mais il abandonne explicitement la tradition des grandes révolutions comme celle d'octobre 1917 en Russie,<sup>4</sup> comme il abandonne aussi la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière (le « TPO - Tout le Pouvoir aux Ouvriers » de ses origines) pour se réfugier dans la conquête de représentants dans le parlement et le gouvernement de l'Etat de la bourgeoisie.<sup>5</sup> Il ne s'agit plus d'organiser notre classe pour le combat, mais de « redonner des couleurs à la gauche ». Pour le PTB, c'est « *la gauche qui a besoin de victoires* »<sup>6</sup> plutôt que les travailleurs. La lutte de classes disparaît complètement de ses analyses, pour laisser la place à des concepts de « citoyen », de « gens », de « profit » et de « démocratie » au-dessus des classes, et pour la substituer par la lutte pour la représentation dans les organes de la bourgeoisie. L'idée même d'exploitation par la classe dominante est remplacée par des discours de contenu moral sur « les riches ». On s'accommode à ce que « pensent les gens », et si la guerre que mène la Belgique en Afghanistan n'est pas à la Une des media, on ne s'en occupe pas, étant donné que cela ne donne pas des voix pour le Parti.<sup>7</sup> Le stalinisme, c'est du passé,<sup>8</sup>

mais le parti garde jalousement un élément de cette époque, ce qu'il appelle le « centralisme démocratique » qui est, de fait, une caricature de ce principe du parti léniniste, puisque le droit à former des tendances ou des fractions en est exclu.

### ...aussi en Europe

Ce changement de cap d'un parti de la gauche radicale n'est pas un cas isolé en Europe. Ce n'est pas par hasard que le symbole même de la lutte pour le communisme, la faucille et le marteau, dans le logo du PTB, est remplacé par un logo dérivé de celui du Parti de la Gauche Européenne.

Plus fondamentalement, tout cela est un reflet de la restauration du capitalisme, il y a une vingtaine d'années, dans ce tiers de l'humanité où la bourgeoisie avait été expropriée. Une restauration dont la bourgeoisie se réjouissait et que la gauche radicale regrettait à juste titre.

Après la chute du Mur de Berlin, un profond changement de cours a été décidé dans le Parti Communiste Italien, qui rejoint les partis de la social-démocratie, « *une retrouvaille de communistes et de socialistes à l'intérieur de l'Internationale Socialiste* ».<sup>9</sup> Un secteur du parti décide alors de maintenir la tradition communiste et fonde le *Parti de la Refondation Communiste* (PRC). Différents secteurs de la gauche radicale italienne trouvent un espace dans le PRC comme tendances critiques. Cet exemple d'un « *parti à gauche de la social-démocratie* », qui main-

tient le symbole de la faucille et le marteau, inspire aussi un enthousiasme dans de larges secteurs de la gauche radicale européenne. Le PRC parvient même à impulser la construction d'un *Parti de la Gauche Européenne* (PGE), dont Fausto Betinotti, le dirigeant du PRC, était le président.

Le PRC évolue toutefois rapidement vers une politique presque exclusivement électoraliste, et par ce biais, finalement, vers une politique de collaboration de classes. Avec son soutien à la coalition électorale de Prodi, en mai 2006, à laquelle il apportera 5,8% des voix, et la capitulation à la politique réactionnaire de ce gouvernement, le PRC commence à perdre son image de « gauche radicale ».

Avec la chute du gouvernement Prodi et les élections anticipées (avril 2008), le PRC est exclu de la coalition de Prodi et forme une alliance avec les Verts, afin de rester en course pour une place dans le pouvoir de la bourgeoisie. Les tendances critiques qui étaient restées à l'intérieur du PRC doivent faire leur choix. Le courant appartenant au CIO (en Belgique le MAS/LSP) décide de rester dans le PRC alors que le courant du Secrétariat Unifié (en Belgique la LCR/SAP) fonde un nouveau parti.

Entre-temps, une autre étoile se lève à l'horizon pour prendre la relève dans la gauche radicale européenne, *Die Linke* en Allemagne.

(suite p.9)

**DIE LINKE.**



## Italie : Un choix révolutionnaire

Le Parti d'Alternative Communiste (PdAC), la **section italienne de la LIT-QI**, a rompu avec le PRC quand celui-ci a commencé à soutenir le gouvernement de Prodi. Pour les élections d'avril 2008, il a essayé de promouvoir une alliance électorale des différents courants d'opposition issus de Refondation, « une liste unitaire marquée par la conservation du symbole [du PRC] de la faucille et du marteau, et surtout, ce que cela représente pour nous, l'autonomie de classe du mouvement ouvrier par rapport à la bourgeoisie et son gouvernement ». Face au refus, le PdAC a décidé de se présenter seul. C'est le seul parti qui doit réunir des milliers de signatures à cet effet, un défi que le PdAC assume comme partie de sa campagne électorale.

La candidate du PdAC, Fabiana Stefanoni, n'est pas une « figure politique ». C'est une enseignante avec un emploi précaire (comme la plupart des enseignantes en Italie). Elle dénonce que l'abandon du symbole de la faucille et du marteau est en réalité « l'abandon définitif d'une perspective communiste, qui est pour nous l'unique perspective réaliste pour faire face à la réalité tragique du capitalisme, une



réalité qui se manifeste aujourd'hui dans de nouvelles guerres, des populations entières opprimés et réduites à la faim, de misère croissante de franges de plus en plus amples de la population, de chômage, de destruction de l'environnement, d'emplois précaires et mal payés, de politiques racistes et d'exclusion des immigrants, de discrimination sexuelle. [...] Pour nous, ce n'est pas la faillite de "la gauche", mais la faillite de la gauche gouvernementale, qui sème l'illusion qu'il soit possible d'introduire des "changements réformistes" en s'alliant avec la bourgeoisie. Voilà pourquoi nous nous présenterons avec la faucille et le marteau. » Et elle conclut : « Non seulement nous défendrons la faucille et le marteau, mais pour la première fois dans l'histoire de l'Italie, nous ferons de sorte que sur les bulletins de vote apparaît aussi le symbole de la lutte du bolchevisme contre la bureaucratie stalinienne, le quatre, la revendication de la Quatrième Internationale fondée par Trotsky. Pour nous, la construction du Parti en Italie va de pair avec la construction de l'Internationale. Il n'y a pas l'un sans l'autre. »<sup>1</sup>

<sup>1</sup>[www.partitodialternativacomunista.org](http://www.partitodialternativacomunista.org)

## Paraguay : une alternative de classe dans les élections

*« Il est temps que les paysans et les ouvriers aient leur place dans le parlement, non pour suivre ses règles mais afin de le dénoncer comme une institution des capitalistes et de l'utiliser comme plate-forme pour promouvoir les luttes du peuple. »*

C'est le message de Tomas Zayas, un dirigeant paysan reconnu dans tout le Paraguay et candidat pour le sénat aux élections qui auront lieu dans ce pays le 20 avril 2008.

Le « *Partido Colorado* » gouverne le pays depuis 61 ans. Cette fois, une opposition dirigée par un ancien évêque catholique, Fernando Lugo, se trouve en tête des sondages, devançant le *Partido Colorado*. Toute la gauche soutient la candidature de Lugo, une alliance de Front Populaire avec le *Partido Liberal Auténtico*. Toute... sauf le Parti des Travailleurs<sup>1</sup>,

la **section paraguayenne de la LIT-QI**, qui après avoir récolté en un mois et demi 12 mille signatures pour obtenir la légalité électorale, présente des candidats propres pour la Présidence et la Vice-présidence. « *Notre lutte est pour l'indépendance politique de la classe ouvrière. Nous présentons un programme socialiste et révolutionnaire, sur la base de trois points essentiels : Terre, Emploi et Souveraineté.* »

L'alternative de classe se manifeste aussi dans la participation au Bureau de Coordination Syndicale,

qui a réuni récemment 155 dirigeants et militants syndicaux de 47 syndicats, et prépare activement l'unification des luttes sur tout le continent, dans le cadre de la Rencontre de Travailleurs Latino-américaine et des Caraïbes (ELAC), qui aura lieu en juillet 2008 au Brésil.



D'autre part, Tomas Zayas est persécuté par les tribunaux, avec d'autres dirigeants paysans, « pour tentative d'homicide et pour association criminelle », en réalité, pour avoir mobilisé contre les engrais nocifs aspergés par des multinationales de la culture de soja, qui ont déjà provoqué la mort d'un enfant de trois ans. Ces multinationales disent que : « des dirigeants comme Tomas Zayas promeuvent des attaques contre des gens qui travaillent. Il semble que, sous le couvert de s'opposer à l'usage de produits chimiques agraires, ils veulent entamer une guerre civile. »<sup>1</sup> Ce à quoi Tomas répond : « cette guerre, cela fait longtemps qu'ils l'ont entamée, c'est une guerre chimique contre notre peuple et le peuple a le droit de se défendre. »<sup>2</sup>

<sup>1</sup> ABC Color, 31.10.2007

<sup>2</sup> <http://ptparaguay.org>

(suite de la p.7)

Quand le parti « socialiste » de Schröder, le SPD, au gouvernement en coalition avec les Verts, lance des mesures contre les travailleurs en 2003, une immense protestation se fait entendre dans les rues.

Des initiatives surgissent alors au sein du SPD pour canaliser le mouvement dans une « alternative électorale ». Elles rejoignent un parti qui était resté pratiquement cantonné en Allemagne de l'Est, le PDS,<sup>10</sup> pour former un nouveau parti, Die Linke. Ce parti obtient le résultat envisagé : d'une part, une percée électorale importante dans les élections fédérales anticipées de 2007, encore renforcée en 2008 dans les élections régionales, et d'autre part, la fin des mobilisations dans les rues. En juillet 2007, la présidence du *Parti de la Gauche Européenne*, passe aux mains de Lothar Bisky, un des présidents de Die Linke.<sup>11</sup>

D'autres initiatives pour rassembler la gauche « à la gauche de la sociale-démocratie et des verts » sont restées en dehors du cadre du PGE. C'est le cas de l'initiative pour un « grand parti anticapitaliste » inspiré surtout par la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), de la IV<sup>ème</sup> Internationale - Secrétariat Unifié, en France.<sup>12</sup> C'est l'occasion d'ailleurs pour *Sinistra Critica*, le courant de la même Internationale en Italie, de retirer ses billes du PRC et de fonder son propre parti, du même nom que l'ancien courant dans le PRC, avec Olivier Besancenot, de la LCR, comme invité au congrès de fondation.

Le PTB ne participe pas au PGE, ni à l'initiative de la LCR en France. Il « n'a pas besoin de modèles ». Cela est d'ailleurs en conformité avec le principe stalinien de parti unique, sans possibilité de formation de tendances en son sein, que le PTB renouvelé maintient dans ses statuts. Mais ce principe ne peut pas cacher le virement à droite de ce parti, tout comme le maintien de ce genre de parti à la tête de pays comme la Chine ou Cuba ne peut pas cacher la restauration capitaliste dans ces pays.

## Une défaite

L'expérience de plus d'un siècle de luttes et les enseignements de leurs grands dirigeants, comme Marx, Engels, Lénine et Trotsky, montrent que le capitalisme ne peut être réformé, que « *le capitalisme, c'est la misère, il faut le socialisme* ».<sup>14</sup>

## solidaire

Hédonnataire du Parti du Travail de Belgique - PTB

**Le capitalisme,  
c'est la misère.  
Il faut le socialisme!**

D'autre part, il n'y a que l'organisation autonome des travailleurs qui peut remplacer le capitalisme par le socialisme. Sur ce point, en réalité, le « renouveau » du PTB n'est pas si nouveau. Toute la tradition stalinienne, y compris celle du PTB pendant toute son existence, même lorsqu'il proclamait encore « *Tout le pouvoir aux ouvriers* », visait à conquérir le pouvoir *pour le parti*, au lieu de promouvoir l'organisation autonome *de notre classe* pour qu'elle puisse prendre le pouvoir, détruire l'Etat bourgeois et construire un Etat prolétaire. La dégénération actuelle réside dans le fait que le PTB abandonne la lutte pour le socialisme et se contente d'une place au soleil dans l'Etat bourgeois.

La Ligue Socialiste Révolutionnaire en Allemagne,<sup>15</sup> qui est contre la participation dans Die Linke, fait le pronostic suivant à celle-ci : « *Dans les cinq années à venir, le Linkspartei va aller de succès en succès : à toutes les élections, il aura des élus nombreux, sur des scores importants. Avec les succès électoraux, les subsides publics vont pleuvoir. [...] L'argent et le succès vont attirer des carriéristes, et poser le problème de la participation au gouvernement fédéral. Le toboggan du parlementarisme va accélérer l'interpénétration de l'appareil du parti et celui de l'Etat.* » Nous craignons que ce sera le cas aussi avec le « renouveau » du PTB. Les illusions parlementaristes vont se renforcer parmi les travailleurs. La

bourgeoisie a raison de s'en réjouir. C'est une défaite pour notre classe.

## Un défi

C'est aussi un défi pour les révolutionnaires. Pour la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale : « *Contre l'opinion de la majorité de la gauche, nous réaffirmons la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière.* »<sup>16</sup> Pour la Ligue Communiste des Travailleurs, cela veut dire que « *nous nous proposons la tâche d'aider à la construction de l'organisation politique indépendante de la classe des exploités et opprimés, comme seule issue conséquente pour en finir avec le capitalisme. Ce pourquoi nous nous opposons à toute participation dans un gouvernement de la bourgeoisie, à toute collaboration de classes.*

*Il n'y a pas de raccourci facile pour la construction de l'organisation indépendante de notre classe. L'expérience avec les Verts dans notre pays, et les expériences dans d'autres pays européens, comme la Socialistische Partij aux Pays Bas, Izquierda Unida en Espagne, Rifondazione Comunista en Italie, Linke Partei en Allemagne, nous montrent un chemin qui termine dans les méandres de l'appareil de soutien à la bourgeoisie, un chemin à ne pas suivre.*

*Le principal obstacle à l'organisation indépendante des travailleurs dans notre pays se trouve... à l'intérieur même de leurs organisations syndicales :*

*une bureaucratie qui sert de façon exemplaire les intérêts de nos ennemis, en désamorçant les luttes, en divisant les travailleurs.*

*La grande tâche pour la gauche radicale n'est pas d'avoir un député "à nous", mais de soutenir concrètement les luttes et de combattre, dans ces luttes, le frein impitoyable de la direction bureaucratique. Dans*



**LCT**

ce combat naîtra l'organisation indépendante de notre classe, une organisation qui fait cruellement défaut.»<sup>17</sup> C'est l'essence du programme de la IV<sup>ème</sup> Internationale, et nous l'assumons.

<sup>1</sup> Le Journal du Mardi, 4.03.2008

<sup>2</sup> « Nos problèmes n'ont rien à voir avec ceux d'États du tiers monde qui ont choisi une autre voie que celle de l'économie du marché. » Interview avec le porte-parole du PTB dans Le Journal du Mardi, 4.03.2008. Les citations sans source, qui suivent, proviennent du même article.

<sup>3</sup> « Il s'agit de rétablir un rapport de force différent dans la société capitaliste dans laquelle nous vivons. » - « Le PTB est un parti réformiste »

<sup>4</sup> « Le PTB reste attaché aux principes marxistes. » Mais en ce qui concerne les luttes du passé, « s'il y a un bilan à faire, c'est aux Russes, aux Chinois,

aux Cubains de le faire ».

<sup>5</sup> « Nous souscrivons totalement et exclusivement au processus électoral. »

« Nous voulons souligner que nous sommes pour un Etat de droit. »

<sup>6</sup> Titre dans Le Solidaire, 5.03.2008

<sup>7</sup> « Mettre en avant notre opposition à la guerre [lors des élections en 2003] était une erreur »

<sup>8</sup> « Nous ne voulons plus nous définir comme "stalinistes", "maoïstes", etc. »

<sup>9</sup> Discours d'Occhetto à la télévision, le 16 mars 1989, à l'occasion du 18<sup>ème</sup> congrès du parti.

<sup>10</sup> Après la chute du Mur de Berlin, le parti unique de Honecker, le SED, est recyclé en *Parti du Socialisme Démocratique* - PDS

<sup>11</sup> Dans quelques articles, disponibles sur notre site [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be), nous analysons plus en détail ces manifestations de la « gauche radicale » (et ses composants belges) en Italie et en Allemagne.

<sup>12</sup> Voir l'article dans cette édition.

<sup>13</sup> « On n'est pas Besancenot, on n'est

pas Die Linke en Allemagne, ni le SP aux Pays-Bas. » - Le Socialistische Partij, un autre exemple souvent présenté comme de « succès » d'un parti à gauche de la social-démocratie, qui a eu des scores électoraux importants récemment, ne participe pas non plus au PGE ni à l'initiative de la LCR de France.

<sup>14</sup> Comme disait le PTB en 1997, Solidaire, 08.01.1997

<sup>15</sup> La IV<sup>ème</sup> Internationale - Secrétariat Unifié (dont font partie la LCR et le SAP en Belgique) a deux organisations en Allemagne : la RSB (Revolutionär Sozialistischer Bund) est contre la participation dans Die Linke et la ISL (Internationale Sozialistische Linke) est pour. Voir Inprecor n°509 – septembre 2005.

<sup>16</sup> 8ème congrès, juillet 2005 - Voir Le Marxisme Vivant, n°12

<sup>17</sup> Presse Internationale n°50 - juillet 2007

## France : La Ligue Communiste Révolutionnaire se dissout

Du 24 au 27 janvier 2008 a eu lieu, à Saint Denis (banlieue de Paris), le 17<sup>ème</sup> Congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), dans lequel fut décidé, avec une large majorité (plus de 80%), d'entreprendre la création d'un « nouveau parti anticapitaliste » et donc de dissoudre la LCR. Voici une analyse d'Alberto Madoglio, du PdAC, la section italienne de la LIT-QI.

Le fait que la LCR (ainsi que la tendance internationale dont elle fait partie, le Secrétariat Unifié - SU - représentée au Brésil par le courant Démocratie Socialiste du PT) ne soit pas une organisation révolutionnaire conséquente ne date pas d'aujourd'hui. Mais nous ne pouvons rester indifférents au fait que la rupture définitive d'avec les derniers vestiges du patrimoine politique du communisme ait lieu en 2008, exactement quarante ans après la fondation de ce parti qui, sous l'impulsion du Mai 68, fut pendant longtemps une des plus importantes forces de la gauche radicale mondiale.

Le processus initié par les délégués de la LCR n'est pas tout à fait une nouveauté. Cela fait plusieurs années, surtout à partir du début des années 90, avec la dissolution de l'URSS, qu'on assiste à des expériences politiques qui seraient prétendument la solution à la crise de représentation et de propositions politiques que les travailleurs doivent affronter à l'échelle internationale, après la

vague révolutionnaire des années 60-70 et après l'écroulement du stalinisme.

Toutefois, la réalité a chaque fois démontré que de tels projets étaient vains, leur faillite étant inscrite dans leurs gènes. Ce fut le cas avec le mouvement zapatiste sous la direction du sous-commandant Marcos : non seulement il n'est pas parvenu à en finir avec la domination de la bourgeoisie mexicaine, mais il n'a même pas pu restituer la dignité politique et sociale à la population indigène du pays. C'est la même chose avec le projet politique du PT au Brésil, qui a généré tant d'illusions de par le monde à travers l'expérience du budget participatif et du Forum Social de Porto Alegre. Le parti, arrivé au pouvoir avec Lula, a démontré être le meilleur garant des intérêts de l'impérialisme dans le continent sud-américain.

Tout cela sans parler de l'Italie, où 15 ans de propagande du Parti de la Refondation Communiste (PRC) se sont finalement traduits en une participation directe dans un des gouvernements les plus anti-ouvriers

de l'histoire de l'Italie, depuis la seconde guerre mondiale.

Il n'y a pas que l'expérience du passé qui nous fait dire que ce nouveau projet, qui prend forme sur les cendres de la LCR, est destiné à la faillite. C'est surtout l'analyse critique de la proposition politique adoptée qui nous mène à cette conclusion.

Nous pourrions être d'accord en général avec l'analyse que fait la LCR de la crise de la société capitaliste et de la banqueroute des organisations ouvrières traditionnelles, même si cette analyse est tout à fait superficielle. Et la présence de la revendication de la lutte pour une société socialiste pourrait nous mener à un jugement positif sur cette tentative politique. Mais après une lecture plus attentive des thèses approuvées, il ne reste plus de doute sur le sens liquidateur de la décision prise. Tout d'abord, l'appel au socialisme y est totalement déconnecté de la lutte pour la conquête de l'hégémonie politique des secteurs politiquement actifs de la classe ouvrière, à travers un

programme de revendications transitoire qui a comme finalité la destruction de l'hégémonie politique, économique et sociale de la bourgeoisie et la substitution de la dictature d'une minorité privilégiée par celle de l'immense majorité de la population. De ce fait, l'appel se réduit à une référence au socialisme comme un horizon abstrait de l'humanité, combiné avec le réformisme de la société actuelle ; une combinaison qui a toujours été la caractéristique du réformisme et du centrisme des deux derniers siècles.

D'autre part, la revendication de l'expérience de la « révolution bolivarienne » de Chavez et sa tentative de construire le « socialisme du 21ème siècle » montre jusqu'à quel point ces thèses sont éloignées de ce qu'ont théorisé et pratiqué les communistes, avec Marx, Lénine, Trotsky et avec la révolution d'Octobre.

Nous trouvons une confirmation des limites étroites de cette perspective en lisant la proposition adoptée sur la position à assumer lors des prochaines élections municipales : le choix se limite à un accord possible de gouvernement local avec le Parti Socialiste ou avec le Parti Communiste Français (PCF), ou encore la possibilité d'un simple soutien externe à un gouvernement local de centre-gauche (sans exclusion, dans ce cas aussi, le Parti Socialiste).

En ce qui concerne le soutien éventuel à un gouvernement de

centre-gauche, les documents se limitent à dire que ce choix a divisé les forces anticapitalistes au Brésil et en Italie, mais ils ne disent pas que, de fait, cette politique est insoutenable. Les camarades français paraissent donc s'inspirer des expériences de leurs cousins italiens de la Gauche Critique (ou vice versa), qui, pendant deux ans, ont apporté au gouvernement de Prodi un soutien parlementaire décisif<sup>1</sup> et qui, après avoir rompu avec Refondation Communiste, ont affirmé qu'ils évalueraient au cas par cas leur soutien ou non, au pouvoir exécutif de centre-gauche, définissant ainsi leur organisation comme tendanciellement (sic !) d'opposition.

Voilà pourquoi la proposition organisationnelle de la Gauche Critique est très semblable à celle adoptée en France. Dans le texte, approuvé lors de l'assemblée de fondation (en décembre 2007), on peut lire que « *le marxisme n'est pas la seule théorie de libération à avoir comme référence* » et on propose la constitution d'un « réseau anticapitaliste » générique, en rupture avec toute référence au trotskysme, comme programme marxiste révolutionnaire actuel.

Dans ses thèses pour le 8ème congrès mondial, la Ligue Internationale des Travailleurs parlait du « déluge opportuniste » pour indiquer le phénomène politique qui a dévasté, après la chute du Mur de Berlin, différents courants du mouvement ouvrier mondial, ceux-ci

devenant directement ou indirectement responsables de la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie. Presque 20 ans après ces événements, ce « déluge » produit encore ses effets. Ceux qui ont l'illusion que l'on peut trouver une issue à la crise du stalinisme et de la trahison définitive de la social-démocratie avec des innovations sur le plan politico-organisationnel, n'indiquent pas une voie alternative pour arriver à notre but (l'alternative au système), mais condamnent une fois de plus les jeunes, les travailleurs, les femmes et tous les opprimés à de nouvelles défaites, encore plus dévastatrices.

Voilà pourquoi la lutte pour la construction de véritables partis communistes dans chaque pays et d'une internationale communiste révolutionnaire devient une nécessité de plus en plus urgente. Il n'y a qu'un parti fondé sur un programme authentique de classe et communiste qui puisse fournir une réponse concrète, pour mettre un terme non seulement à l'esclavage du prolétariat, mais aussi à l'oppression de la femme, au racisme et à la xénophobie, au démantèlement du milieu, qu'une société fondée sur le profit met tous les jours en question.

<sup>1</sup> Rappelons qu'à plusieurs occasions, deux députés de cette organisation, Cannavò et Turigliatto, ont soutenu le vote de confiance au gouvernement, et que Turigliatto a indirectement contribué à maintes reprises, par son absence au Sénat lors du vote, à sauver le destin vacillant de Prodi

### L'Extrême Gauche et la pêche aux voix

[Dans les élections municipales et cantonales des 9 et 16 mars 2008] *Lutte Ouvrière a présenté 117 listes et participé à 69 listes unitaires avec d'autres partis, principalement le PCF et le PS. Dans la continuité de son appel à voter pour S. Royal au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2007, l'attitude de cette organisation apparaît comme fortement électoraliste : ainsi le 9 mars, au soir du premier tour, elle se félicitait d'avoir obtenu plus d'élus qu'en 2001, tout en rangeant ses critiques vis-à-vis du PS. Globalement, LO obtient près de 70 conseillers municipaux ; en grande partie, grâce aux accords passés avec le PS et le PCF.*

*De son côté, la LCR, qui présentait un peu moins de 200 listes, atteint des résultats assez conséquents dans plusieurs villes, avec 32 listes dépassant les 10% et près de 100 listes faisant entre 5 et 10%. Aussi, la LCR obtient près de 90 des élus municipaux, dont 3 à Clermont-Ferrand, 2 à Lyon, 2 à Sotteville-lès-Rouen, etc. Toutefois, à l'image de LO, et même si cela s'exprime de manière différente, ces résultats ne doivent pas cacher la nature du projet politique [d'un grand parti anti-capitaliste].*

Mensuel du Groupe Socialiste Internationaliste, la section française de la LIT-QI - [www.gsi-litqi.org](http://www.gsi-litqi.org)





# Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°137 - mars 2008 - de Correo Internacional, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale ([www.litci.org](http://www.litci.org)).

## Venezuela



*Chavez, le capitalisme sauvage se trouve à Sidor  
Mintrass (Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale) avec socialisme  
Celui de Chavez "ou" celui de Rocca - Ternium Exploiteur  
(Rocca est le président de Techint, la maison mère (argentine) de Ternium-Sidor)*

### **Les travailleurs combattent pour leur salaire, Chavez les réprime.**

La répression violente de la Garde Nationale contre les travailleurs de Sidor (Sidérurgique de l'Orinoco), dans la ville de Puerto Ordaz (province de Bolivar), a accentué la polémique intense à laquelle le gouvernement de Hugo Chavez donne lieu depuis plusieurs années dans la gauche latino-américaine et mondiale. D'une

part, un secteur important le revendique comme « l'avant-garde internationale dans la marche vers le socialisme ». D'autre part, il y a ceux qui, comme nous, affirment qu'au-delà de la « rhétorique socialiste » et des heurts qu'il peut y avoir avec l'impérialisme, il s'agit en réalité d'un gouvernement bourgeois avec un caractère de

plus en plus totalitaire et anti-ouvrier.

Nous affirmons ceci parce que, en même temps que les multinationales et les grands groupes d'entreprises vénézuéliens font de très bonnes affaires dans le pays, le gouvernement de Chavez applique clairement une politique bourgeoise contre la classe ouvrière :



## Déclaration de l'UST du Venezuela

### **Solidarité avec les travailleurs de Sidor : Non à la répression**

Les travailleurs de SIDOR (...) ont décidé d'entrer en situation de conflit depuis plusieurs jours, situation qui a été à l'origine de plusieurs grèves pendant des heures. Le Ministère du Travail est en scène comme médiateur des discussions, mais en faisant des propositions qui se situent clairement du côté des patrons (...). Le vendredi 14, les travailleurs ont décidé d'occuper les portes d'entrée et les voies d'accès (...)

En réponse à cette action de légitime défense de l'indépendance syndicale et de classe des travailleurs, la Garde Nationale, agissant en équipe avec la police de la province de Bolivar, a brutalement agressé les travailleurs, laissant comme solde 53 arrestations et 13 blessés, dont plusieurs dans un état grave.

L'Unité Socialiste des Travailleurs rejette énergiquement la répression dont ont fait l'objet les travailleurs de Sidor, laquelle n'a aucune justification et est fort éloignée de l'attitude que doit avoir un gouvernement qui se dit révolutionnaire. Ce n'est pas la première répression dont souffrent les travailleurs sous le Gouvernement de Chavez. Pour la seule l'année passée, les travailleurs pétroliers ont subi la répression de la Garde Nationale et de la Réserve, dans le Zulia (cas des perceuses) et en Anzoátegui (discussion de Contrat Collectif), sans parler des travailleurs de Sanitarios Maracay (autoroute régionale du centre) et des fonctionnaires (bureaux du Ministère du Travail). (...)

Nous exigeons la liberté des prisonniers et la cessation de la persécution contre les personnes mises en examen, puisque les travailleurs et les dirigeants syndicaux ne sont pas du tout des délinquants. NON à la criminalisation de la protestation de travail et sociale (...)

Cette agression doit être punie. On ne peut pas permettre la création d'un précédent qui affecte l'intégrité des travailleurs. Nous exigeons la punition des coupables matériels de l'agression et la destitution des responsables politiques - les Ministres du travail, de l'intérieur et de la justice, de la défense - ainsi que la démission du gouverneur de Bolivar (...).

La discussion du Contrat Collectif (...), la mise en sous-traitance de 71% des travailleurs (...) et les relations de travail elles-mêmes, dignes de l'esclavage, démontrent une fois de plus que SIDOR doit être nationalisée. Il ne s'agit toutefois pas de récompenser le patron avec une indemnisation juteuse. Ils ont déjà engrangé largement de grands profits, produits de l'exploitation des travailleurs et des hauts prix internationaux de l'acier. Nationalisation sans indemnisation et sous le contrôle de ses travailleurs, voilà ce que doit être l'exigence qui unifie la lutte des travailleurs de SIDOR et de ceux qui les soutiennent, parce qu'elle est en défense de notre souveraineté et de la qualité de vie des travailleurs (...).

Comme travailleurs vénézuéliens, nous avons besoin du triomphe des camarades de Sidor. Cela fait partie d'une lutte nationale pour améliorer la qualité de vie des travailleurs et de nos familles, de l'approfondissement du processus révolutionnaire en plaçant la classe ouvrière à l'avant-garde du processus. C'est pour cela qu'il faut une Grande Rencontre Nationale des Travailleurs, des mouvements populaire, paysan et étudiantin, qui définisse un plan de luttes et une plate-forme politique en proposant comme orientation centrale la lutte pour un plan économique des travailleurs et pour la stratégie d'un gouvernement des travailleurs, sans bourgeois, bureaucrates et corrompus.

**Non à la répression ! Châtiment des responsables.**

**Dehors le ministre José Ramón Rivero et son référendum patronal !**

**Dehors le ministre Rodríguez Chapín et sa politique répressive !**

**Défendons l'indépendance syndicale !**

**Pour une convention collective qui prend en compte les justes demandes des travailleurs de Sidor !**

**Vers la Rencontre Nationale de Travailleurs et des Mouvements**

**Populaire, Paysan et Estudiantin, qui unifie les luttes !**

Unité Socialiste des Travailleurs - 16/03/2008.

bas salaires, conditions de travail désastreuses, impossibilité de discuter librement les conventions collectives, attaques permanentes

contre l'autonomie des syndicats, etc. Quand les travailleurs entreprennent le combat contre cette situation, le gouvernement se met

sans retenue du côté des patrons. Et si le conflit se durcit, il n'hésite pas non plus à les réprimer violemment.

Pour nous, ce projet bourgeois bonapartiste est ce qui explique l'ensemble de sa politique. D'autre part, ce projet ne date pas d'hier. Il se manifeste dans plusieurs faits : la formation du PSUV, les attaques contre l'autonomie syndicale, le cas de la chaîne de télévision RCTV (que nous avons analysé dans *Courrier International* n° 132 - août 2007), le licenciement d'Orlando Chirino et, en particulier, le dernier référendum sur le projet de réforme constitutionnelle. Cette réforme prétendait, selon nous, renforcer tous les aspects de l'offensive totalitaire du gouvernement et leur donner rang constitutionnel, tandis que pour beaucoup de courants elle représentait, au contraire, « une avancée vers le socialisme ».

L'exemple de Sidor nous offre donc une excellente occasion pour vérifier dans la réalité laquelle de ces définitions était la bonne.

### **Le cas Sidor**

Sidor était une entreprise étatique jusqu'à la fin des années 90, quand elle a été privatisée par le gouvernement pro-impérialiste de Rafaël Caldera. Son nouveau propriétaire est l'entreprise Ternium, membre du groupe argentin-italien Techint, un des conglomérats sidéro-métallurgiques les plus forts du continent. Récemment, Ternium a été accusé d'avoir fermé l'usine de tubes, pour exporter la matière première vers d'autres pays et ensuite réimporter les tubes terminés.

En même temps, suite à la privatisation, actuellement moins d'un tiers de ses plus de 13.000 travailleurs ont un contrat à durée indéterminée chez Sidor. Le reste travaille dans des conditions salariales et de travail beaucoup plus précaires, dans plus de 300 entreprises de sous-traitance, propriété des actionnaires de Techint eux-mêmes ou de représentants gou-

### **Le black-out médiatique sur le conflit**

#### **Un autre débat qui devient plus clair**

Le conflit et la répression gouvernementale à Sidor ont souffert d'une véritable "conspiration de silence" de la part de la presse vénézuélienne, tant privée qu'officielle. Selon l'agence indépendante Reporteros Comunitarios de Mérida (le 15.03.2008) : « Il est significatif que, face à ces faits, un black-out médiatique s'est imposé au Venezuela, dans les moyens de communication nationaux, privés et officiels, (presse, radio et TV), lesquels essayent de dissimuler ou de minimiser la lutte des travailleurs métallos. »

Dans le même sens, la dirigeante syndicale Marcela Máspero a dénoncé dans un reportage « le black-out médiatique qui existe par rapport au conflit de SIDOR, provoqué, d'une part, par la transnationale elle-même et ses influences dans les médias privés, et d'autre part, par le Ministre de Travail lui-même, qui a pris soin de visiter personnellement le Ministre des Communications, les Présidents de la chaîne de télévision officielle VTV, de l'agence de presse bolivarienne ABN et du reste des médias officiels, pour diaboliser la lutte des travailleurs de Sidor ».

A la lumière de cette réalité, il est intéressant de reprendre le débat intense qui a eu lieu quand le gouvernement de Chavez n'a pas renouvelé la concession du canal de télévision RCTV et a incorporé cet espace et les équipements de transmission au réseau étatique de médias, où fonctionne maintenant TVES. La LIT-QI s'est opposée à cette mesure, en alertant qu'en dernier ressort, elle était dirigée contre la liberté d'expression de la classe ouvrière. Elle a reçu des attaques très dures de plusieurs courants de gauche, pour avoir assumé cette position, attaques l'accusant de faire le jeu de la bourgeoisie putschiste de droite, concessionnaire précédent de ce canal.

Ce débat peut maintenant être mené « les pieds sur terre », avec plus de clarté. Comme nous avons vu, dans le conflit de Sidor, toute la presse bourgeoise, publique (y compris TVES) ou privée, a fait taire la lutte des travailleurs et la répression qu'ils ont endurée de la part du gouvernement. C'est-à-dire, il y a eu un accord de classe très profond, entre le gouvernement et l'opposition bourgeoise de droite, contre les travailleurs. Alors, la question à laquelle doivent répondre aujourd'hui ceux qui ont défendu cette mesure du gouvernement de Chavez est très simple : la liberté de presse de la classe ouvrière a-t-elle augmenté, oui ou non ? Nous croyons que la réponse est très clairement NON. A Sidor, les vrais bénéficiaires ont été la « bourgeoisie bolivarienne » et les multinationales, comme l'a montré maintenant l'activité de tous les médias.

vernementaux de la CVG (Corporation vénézuélienne de Guayana), qui supervise la production.

La surexploitation des travailleurs a permis à Ternium d'engran-

ger d'immenses profits, publiquement reconnus, ce qui se manifeste dans le fait que ses ADR (actions), cotées en Bourse à New York, ont eu une valorisation de plus de

100% la dernière année. C'est une réalité qui contraste profondément avec son refus d'accorder l'augmentation salariale réclamée par les travailleurs, avec l'argument que « *les coûts ne le permettent pas* ».

Le gouvernement de Chavez respecte toujours (9 ans plus tard !) la privatisation réalisée par Caldera, bien qu'il ait menacé plusieurs fois de nationaliser Sidor. En même temps, tout comme dans les entreprises étatiques, la « bourgeoisie bolivarienne » fait aussi de bonnes affaires ici, par le biais des entreprises de sous-traitance.

### **Le conflit et les manœuvres du gouvernement en faveur de l'entreprise**

Depuis plus d'un an, les travailleurs réclament l'inclusion, dans la convention collective, d'une augmentation salariale qui couvre les grandes pertes subies durant les dernières années à cause de l'inflation (par le biais du Syndicat Unique des Travailleurs de l'Industrie Sidérurgique Sidor - SUTISS). L'entreprise a refusé obstinément de répondre à cette demande, et la meilleure offre qu'elle a faite n'arrive pas à un tiers de la même. Pendant ce temps, les travailleurs ont réalisé avec beaucoup de patience des grèves et des mobilisations, en maintenant de façon permanente la volonté de résoudre la situation.

Tout au long de ce conflit, le gouvernement de Chavez s'est clairement mis du côté de l'entreprise multinationale, par le biais de son ministre de Travail, José Ramón Rivero. D'abord, il l'a fait à travers la proposition de former un **comité arbitral**, désignée par le gouvernement, dont la décision s'imposerait, une manœuvre clai-

rement dirigée contre les travailleurs et le syndicat. D'une part, il les obligeait à accepter l'augmentation définie par la junte, quelle qu'elle soit. D'autre part, ce mécanisme représentait un antécédent qui, de fait, liquidait la négociation de conventions collectives et la possibilité de combattre pour les améliorer, puisque, en dernier ressort, ce serait toujours le gouvernement qui prendrait la décision. Il est important de mentionner que les chambres patronales, y compris la Fedecámaras putschiste, ont payé de coûteuses annonces dans les journaux pour soutenir la pro-



Paolo Rocca, le patron de Techint, la maison mère (argentine) de Sidor, avec Nestor Kirchner et Hugo Chavez. Face aux menaces de nationalisation de Sidor, Kirchner a demandé à Chavez de ne pas avancer avec ce plan. Chavez a tranquilisé Rocca : « *donne-moi l'entreprise et je te paye ce qu'elle vaut, je ne vais pas te voler.* » (Clarín 06.05.2007)

position du Ministère du Travail. D'autre part, bien sûr le qui-vive, les travailleurs de Sidor l'ont rejetée.

Cette première manœuvre ayant échoué, le gouvernement en a essayé une autre : former une Commission de Haut Niveau avec 3 représentants gouvernementaux (Ministère du Travail, Ministère de l'Industrie minière, gouverneur de la province de Bolivar), l'entreprise et le SUTISS, diluant ainsi totalement la présence des représentants des travailleurs, pour faire pression sur eux. Dans une réunion de cette

commission, le 12 mars dernier, le Ministère du Travail a proposé qu'il y ait un référendum, à travers les organismes électoraux étatiques, pour que les travailleurs de Sidor décident s'ils acceptaient l'offre de l'entreprise, et s'ils voulaient, oui ou non, aller à la grève. Cette proposition était une nouvelle attaque en faveur des patrons puisque cela signifiait la non-reconnaissance du syndicat comme représentant naturel des travailleurs dans le conflit. En même temps, elle prétendait sortir le conflit du domaine de décision des instances propres des travailleurs (assemblées, réunions de représentants, etc..) pour le mener au terrain électoral bourgeois. Les représentants du SUTISS l'ont rejetée, de bon droit.

### **Grève et répression**

Par la suite, le processus s'est accéléré. Le mécontentement des travailleurs était tellement grand qu'ils ont résolu de paralyser toute l'usine, même avant que le syndicat lui-même les y ait invités formellement. Ensuite, la direction de SUTISS a proposé 80 heures de grève, comme première action d'une suite de mesures échelonnées.

Le matin du 14 mars, les travailleurs étaient concentrés face à la porte d'entrée n° III, d'accès à l'usine, où ils manifestaient pacifiquement. Dans ces conditions, selon les informations d'articles publiés sur [www.aporrea.org](http://www.aporrea.org), des bataillons de la Garde Nationale et de la Police sont arrivés « *sans préavis et sans aucune médiation, attaquant les voitures des travailleurs avec la crosse de leurs armes, rompant les vitres et faisant ravage sur la carrosserie de ces*

*véhicules, et faisant usage de bombes lacrymogènes et de tirs de mitraille de manière injustifiée* ». On estime qu'il y a eu 53 arrestations et au moins 12 blessés, trois d'entre eux dans un état grave. Parmi les blessés, il y a trois dirigeants du SUTISS, José Rodriguez Acarigua, avec une balle dans une jambe et de la mitraille dans la tête, José Luís Alcoser et Yuli Hernández.

Les informations ajoutent que « jusqu'aux premières heures de l'après-midi étaient arrêtés tous ceux qui portaient des chemises ou des badges qui les identifiaient comme travailleurs de Sidor. Beaucoup ont été sortis de leur voiture quand ils transitaient par différents endroits de la ville, même s'ils étaient accompagnés de parents. On les faisait monter dans les voitures des patrouilles pour les transférer ensuite, menottés, à différentes parties de Ciudad Guayana ».

Finalement, l'organisation *Marea Socialista* a dénoncé que « nous avons été informés que des effectifs de la Garde Nationale se sont présentés à la Clinique Venezuela, où est hospitalisé un travailleur blessé du nom de Leonel Gricel et ont voulu le sortir par la force et l'amener prisonnier, une intention avortée par un groupe de travailleurs qui se trouvaient aux alentours de la clinique » (www.aporrea.org, 14/3/08).

C'était la seconde répression que subissaient les travailleurs de Sidor, puisqu'une semaine avant, quand ils accompagnaient leurs dirigeants à une réunion de la CVG, ils ont été attaqués aussi par la Garde Nationale et il y a eu des

confrontations avec elle.

Un déploiement répressif d'une telle envergure et de tant de férocité contre les travailleurs ne se différencie d'aucune façon de ceux que mettrait en oeuvre tout gouvernement bourgeois de droite, face à une lutte ouvrière. C'est pourquoi, les travailleurs de Sidor criaient, indignés, « *Où est le Socialisme du Gouvernement ? Le Socialisme est-il donc Répression ?* » (www.aporrea.org, 14/3/08).



Une assemblée de Sidor

### **La réalité a clarifié le débat.**

Les faits de Sidor suffiraient, par eux-même, pour clôturer le débat sur l'hypothétique « socialisme » du gouvernement de Chavez et sa prétendue défense des intérêts des travailleurs. Il est toutefois nécessaire d'ajouter qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé. Cette dernière année, ce qui est arrivé à Puerto Ordaz (bas salaires, impossibilité de négocier leurs conventions, répression, etc.) s'est produit aussi avec les travailleurs de Sanitarios Maracay, les pétroliers de Puerto La Cruz et de Zulia, et les fonctionnaires, comme en témoigne l'Unité Socialiste des Travailleurs (UST) dans la déclaration que nous reproduisons dans cette édition.

La question posée par les travailleurs de Sidor (*Où est le Socialisme du Gouvernement ?*) n'a qu'une seule réponse possible : il n'y a aucun « socialisme » dans le gouvernement de Chavez. La réalité sans ambiguïté est qu'il s'agit du gouvernement bourgeois d'un pays dominé par l'impérialisme, avec un cours de plus en plus répressif et anti-ouvrier, qui se dissimule derrière des discours « socialistes » et des drapeaux rouges pour essayer de tromper les travailleurs et les masses. Mais les mensonges sont tôt ou tard rattrapés par la réalité. C'est ce qui se passe précisément au Venezuela maintenant, c'est l'effondrement du mensonge du « socialisme chaviste ». La défaite du gouvernement dans le référendum constitutionnel a été, précisément, une expression de cette perte de popularité du gouvernement de Chavez, qui s'accroît encore avec chaque nouvelle répression d'une lutte ouvrière.

La LIT-QI condamne la répression féroce contre les travailleurs de Sidor et veut leur exprimer tout son appui et sa solidarité. En même temps, nous réitérons notre conviction que ce sera dans ces luttes des travailleurs vénézuéliens, contre le gouvernement de Chavez, la bourgeoisie vénézuélienne et l'impérialisme, c'est-à-dire, dans leur mobilisation et leur organisation autonomes, que se construira le chemin vers le véritable socialisme, non dans la rhétorique fallacieuse du gouvernement chaviste et de la « bourgeoisie bolivarienne ».

## La lutte des travailleurs pétroliers et la Rencontre du 20 février

Un autre exemple de résistance et de lutte contre le gouvernement de Chavez se situe dans le secteur pétrolier, le plus important de la classe ouvrière vénézuélienne. L'année passée, il y a déjà eu des conflits dans les régions de Puerto La Cruz et de Zulia, exigeant la négociation de la convention collective, et en défense du droit des travailleurs de décider eux-mêmes démocratiquement, qui va négocier en leur nom. Les deux luttes ont été réprimées durement par le gouvernement, sous des accusations que les travailleurs étaient des « saboteurs » et des « contre-révolutionnaires ». Par la suite, le gouvernement a licencié Orlando Chirino, dirigeant syndical de l'UNT, de PDVSA.

Comme une partie de cette lutte, le 20 février dernier, il y a eu une importante rencontre à laquelle ont assisté plus de 300 dirigeants syndicaux, pétroliers et d'autres secteurs, qui ont adopté plusieurs résolutions importantes. En voici quelques-unes à souligner :

- a. Condamnation de l'agression impérialiste, manifestée dans les demandes d'Exxon Mobil devant les tribunaux internationaux contrôlés par les multinationales.
- b. Investigation et condamnation des bradeurs de la patrie, responsables de l'ouverture pétrolière, et dénonciation de la politique d'entreprises mixtes promue par l'Exécutif National, dans la mesure où l'on permet que les multinationales soient des partenaires de PDVSA et copropriétaires de nos ressources naturelles.
- c. Pour la récupération définitive

de l'industrie pétrolière, afin de l'arracher à la technocratie, au népotisme et au clientélisme politique qui la contrôlent aujourd'hui, et passage direct sous le contrôle des mains des travailleurs et des organisations communautaires.

- d. Pour la réorganisation et la reconstruction du mouvement syndical pétrolier sur des bases démocratiques, éthiques et révolutionnaires. Elections MAINTENANT dans la FU-TEV et révocation de la direction provisoire qui veut mettre l'organisation naissante sous séquestre.



- e. Réintégration immédiate d'Orlando Chirino à son poste de travail à PDVSA. Investigation et sanction contre les responsables de cette mesure violatrice de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, de la loi organique du travail, du décret d'inamovibilité et du contrat pétrolier. Promotion de la Campagne Nationale : cinquante mille signatures pour la réintégration de Chirino à PDVSA.
- f. Pour une augmentation générale des rémunérations et des salaires. Salaires dignes pour les travailleurs. NON aux aug-

mentations unilatérales - et uniquement pour le salaire minimal - décrétées par le Gouvernement. Echelle mobile de salaires qui permet l'accroissement automatique du salaire des travailleurs selon l'indice mensuel d'inflation. Salaire minimal équivalent à la valeur du Panier intégral des besoins de la famille.

- g. Appui sans restriction aux travailleurs de SIDOR, qui font face à la voracité capitaliste. Nous exigeons l'augmentation de salaires dignes, en accord avec leur effort et sacrifice quotidien. Nous soutenons la déci-

sion de présenter des cahiers de conflit dans les entreprises, pour exprimer la solidarité avec les travailleurs de Sidor et pour nous préparer pour réaliser la grève nationale de solidarité.

- h. En défense de l'Union Nationale des Travailleurs, qui est la conquête politico-organisationnelle la plus importante obtenue

par les travailleurs et les travailleuses vénézuéliens. Nous rejetons la division ainsi que l'intention des secteurs syndicaux dépendants du gouvernement de mettre sur pied des fédérations parallèles.

Pour défendre ces points et d'autres approuvés, l'assemblée plénière a voté un plan de lutte, qui inclut la convocation à une Rencontre nationale ouvrière, paysanne, populaire et estudiantine, pour les 19 et 20 avril prochains.

## La défense de Chirino : Une question de principes

Comme presque tous les faits qui touchent au gouvernement de Hugo Chavez, la campagne contre le licenciement d'Orlando Chirino et pour sa réintégration à PDVSA a aussi donné lieu à une polémique intense à faveur ou contre cette dernière.

Dans ce cadre, la position de la militante cubaine bien connue, Celia Hart, et celle d'Olmedo Beluche, dirigeant du MPU (Mouvement Populaire Unifié) de Panama, ont été exprimées publiquement. Les deux coïncident essentiellement et peuvent être résumées en trois aspects.

Ils ne sont pas d'accord avec le licenciement de Chirino, comme en général ils ne sont pas d'accord avec le licenciement d'aucun travailleur.

Ils considèrent que les actuelles positions politiques défendues par Chirino favorisent « *les ennemis de la révolution bolivarienne* » et son licenciement serait même la conséquence de ces positions politiques (déclaration du MPU, 25/02/08).

Ils ne signent aucune des pétitions qui circulent en solidarité avec Chirino, parce que celles-ci « font partie d'une campagne contre le gouvernement bolivarien ».

Nous prêtons spécialement attention à eux parce que tous les deux se réclament du trotskysme. Olmedo Beluche se revendique, en outre, du « morénisme », c'est-à-dire qu'il est partisan du courant fondé par l'argentin Nahuel Moreno, dont la LIT-QI est l'expression principale. Nous affirmons, au contraire, que leur position n'a rien à voir avec la tradition trotskyste ni avec la tradition moréniste dans ce genre de situations.

### Pour la réincorporation immédiate d'Orlando Chirino

Le dirigeant syndical vénézuélien Orlando Chirino a été licencié récemment de PDVSA, l'entreprise pétrolière étatique. Ce fait représente une nouvelle attaque du gouvernement de Hugo Chavez contre l'autonomie syndicale des travailleurs vénézuéliens et contre ceux qui se sont opposés à sa politique.

Une intense campagne nationale et internationale se développe, en solidarité avec Chirino, pour répudier son licenciement et exiger sa réintégration à PDVSA. La LIT-QI adhère à cette campagne et appelle, en plus, toutes les organisations ouvrières, syndicales et de gauche à s'y joindre et à signer la pétition qui a été lancée.

Le 8 février dernier, la LIT-QI publié une déclaration qui, entre autres concepts, disait : « *Nous voulons affirmer notre plus ample solidarité avec le camarade Orlando Chirino et rejeter son licenciement. En même temps, nous exigeons du gouvernement vénézuélien et des autorités de la PDVSA sa réintégration immédiate et nous appelons à développer la campagne internationale qui a lieu en ce sens* ».

Voici le texte de la pétition avec laquelle se développe la campagne:

*A M. Rafael Ramirez, Ministre de l'Energie et du Pétrole, Président de Petróleos de Venezuela. Et aux membres de la Direction de PDVSA*

*Les soussignés s'adressent à vous pour obtenir la réintégration immédiate à son poste de travail d'Orlando Chirino, coordinateur national de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT), qui a joué un rôle déterminant contre le coup d'état d'avril 2002 et dans la défense de l'industrie pétrolière contre le lock-out patronal fomenté contre PDVSA cette même année.*

*Orlando Chirino a été licencié injustement de PDVSA alors qu'il est sous la protection de la Loi organique du travail concernant les droits syndicaux, comme membre de la direction de Sinu-trapetrol (Syndicat unique des travailleurs du pétrole), avec la responsabilité de Secrétaire à l'hygiène et à la sécurité et comme coordinateur national de l'UNT.*

*Pour ces raisons et considérant le parcours militant d'Orlando Chirino, qui depuis plus de 30 ans s'est consacré au service de la classe ouvrière vénézuélienne en tant que dirigeant syndical reconnu par des milliers de travailleurs, et indépendamment de ses positions politiques et idéologiques, nous nous adressons à vous pour obtenir sa réintégration à son poste de travail.*

Merci d'envoyer les prises de position à

solidaridadconchirino@yahoo.com

(avec copie à lit-ci@terra.com.br) en détaillant l'organisation à laquelle vous appartenez et, si c'est le cas, la responsabilité syndicale, politique ou estudiantine.

### **Il ne s'agit pas « d'un travailleur en plus »**

Tout d'abord, il est impossible d'aborder le licenciement de Chirino comme celui « d'un travailleur en plus », étant donné qu'il est un dirigeant syndical reconnu, avec des décennies de trajectoire publique. Rappelons qu'une partie de cette trajectoire a été sa lutte active contre le putsch pro-impérialiste de droite d'avril 2002 et contre le lock-out mis en oeuvre par ces mêmes secteurs, cette même année. Actuellement, Chirino est un des principaux dirigeants de l'UNT et membre du comité de direction de Sinutrapetrol (Syndicat Unique de Travailleurs Pétroliers).

L'année dernière, Chirino a manifesté des critiques dures contre la politique du gouvernement de Hugo Chavez, en défense de l'autonomie syndicale, et il s'est aussi opposé à son récent projet de réforme constitutionnelle. On ne peut donc pas prendre position sur le licenciement de Chirino, pour ou contre, sans le placer dans ce contexte. Pour nous, il donc est évident que son licenciement de PDVSA, outre qu'il est une attaque contre les plus élémentaires principes de liberté syndicale, représente une agression du gouvernement vénézuélien contre les dirigeants qui ont défendu l'autonomie syndicale et qui s'opposent aujourd'hui au cours de la politique gouvernementale. Pour Hart et Beluche, au contraire, bien qu'ils ne le disent pas avec une totale clarté, ce sont ces positions de Chirino qui, en dernier ressort, justifieraient finalement son licenciement.

### **C'est le gouvernement de Chavez qui l'a licencié**

Deuxièmement, il n'y a pas moyen de rejeter son licenciement et de réclamer sa réintégration à PDVSA, même si ce n'était « qu'un travailleur en plus », sans combat-

tre contre le gouvernement de Chavez, tout simplement parce que c'est lui qui l'a licencié et c'est de lui qu'il faut exiger la réintégration à son travail. Il est évident que toute campagne pour cette exigence ira **objectivement** contre ce gouvernement parce que, pour atteindre son objectif et être couronnée de succès, elle devra lui imposer quelque chose qu'il ne veut pas faire. Ce serait la même chose que prétendre obtenir la réintégration d'un travailleur ou d'un dirigeant de la Ford ou d'une autre entreprise multinationale, sans combattre contre cette entreprise.

Hart et Beluche sont totalement conscients de cela. C'est pourquoi ils ont refusé de signer la pétition avec laquelle se développe la campagne, à partir de leur soutien au gouvernement chaviste, bien que la pétition ne fasse aucune référence au gouvernement national vénézuélien.

### **Une question de principes**

La question centrale est que Hart et Beluche, en refusant de réclamer la réintégration de Chirino, passent outre à ce qui a toujours été un principe du mouvement ouvrier et de la gauche dans toute son histoire : la solidarité et la défense de tout travailleur ou dirigeant ouvrier poursuivi par les patrons ou par les gouvernements bourgeois, indépendamment des différences politiques qu'on a avec lui. Face à ces attaques, ces différences sont laissées de côté et il faut serrer les rangs contre les patrons et/ou les gouvernements bourgeois.

Rappelons qu'aussi bien Trotsky comme Moreno ont revendiqué ce principe comme un des plus importants pour les travailleurs et les organisations de gauche, face à son abandon par le stalinisme et, dans le cas de Moreno, par certains

courants trotskystes.

Hart et Beluche ont tout le droit politique de soutenir et de défendre le gouvernement de Chavez et de critiquer Chirino pour ne pas le faire. Mais si, à partir de cet appui, ils justifient l'attaque et la persécution dont ce dirigeant est victime aujourd'hui, et s'ils restent passifs, face à lui, alors ils trahissent ce principe élémentaire et deviennent, dans les faits, des complices de cette attaque. Nous pouvons dire qu'en réalité, ils se sont mis à appliquer un principe contraire : si un gouvernement bourgeois est « progressiste », il faut toujours le soutenir contre les combattants poursuivis.

Qu'ils le fassent ou non, c'est à eux d'en décider. Mais, s'il vous plaît, cessez de vous revendiquer du trotskysme et/ou du morénisme, parce qu'avec cette attitude vous souillez les noms de Trotsky et de Moreno.



Vous pouvez obtenir le n° 15 de la Revue Le Marxisme Vivant (Chavez dirigera-t-il la révolution socialiste ?) auprès de nos militants.

Vous pouvez aussi le consulter sur notre site [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be)

## Equateur : une victoire !

Dans Presse Internationale n° 51 - septembre 2007, nous avons annoncé la persécution en Equateur contre **Tarquino Cajamarca**, conseiller communal de Limon, et ses camarades, pour organiser la lutte contre la multinationale Lower Mineral Exploration. Une campagne internationale était alors organisée. Nous pouvons maintenant annoncer que cette lutte a été couronnée de succès. Le vendredi 14 mars, l'Assemblée Nationale Constituante dans ce pays a décidé **l'amnistie** pour tout les combattants sociaux (environ 400), dont ces camarades.

## Centres fermés : Suppression !



Le gouvernement belge, qui s'insurge cyniquement contre le non-respect des droits de l'Homme dans des pays avec lesquels il entretient des relations diplomatiques - et surtout économiques - très cordiales, met en prison des personnes pour la seule raison d'être nés ailleurs.

Le gouvernement belge met en prison des enfants !

### **Manifestation contre les centres fermés**

**Samedi 19 avril 2008**

Rassemblement : 14h Place Saint-Lambert (Liège)  
et manifestation jusqu'au centre fermé de Vottem.

## Avec ou sans papiers, Solidarité !

Comment unifier la lutte des travailleurs avec et sans papiers.

La Ligue Communiste des Travailleurs (LCT) vous invite à venir en discuter, après un reportage de témoignages de sans-papiers sur leur travail.

### **Projection - débat**

*Film : « Sans-papiers au travail »  
Témoignages anonymes*

**Jeudi 17 avril 19h30**

Salle 1<sup>er</sup> étage – Café Horloge du Sud  
Rue du Trône 141 – Bruxelles (bus 34, 38, 80, 95 - arrêt Parnasse)

### **Pour un Premier Mai de lutte**

La journée du Premier Mai avait été reléguée aux oubliettes depuis plusieurs années aux Etats-Unis, le pays qui en avait été le premier inspirateur. En 2006, cette journée a été récupérée comme journée de lutte par les immigrants, qui se sont réunis par millions. Cette année, un nouveau pas est franchi : le 8 février, une importante organisation syndicale avec une grande tradition de lutte internationaliste, la *International Longshore & Warehouse Union* des dockers de la côte Ouest des Etats-Unis lance un appel :<sup>1</sup>

« Premier mai, action ouvrière pour stopper la guerre »

La LCT propose de se joindre à cet appel, et de descendre dans la rue en cette journée de lutte, loin des festivités organisées par la FGTB,<sup>2</sup> dans une manifestation unitaire qui revendique la lutte des travailleurs, dans notre pays et dans le monde.

<sup>1</sup> [www.labournet.net/docks2/0802/ilwu1may1f.htm](http://www.labournet.net/docks2/0802/ilwu1may1f.htm)

<sup>2</sup> En 2007, la « fête » de Premier mai de la FGTB a été financé par P&V et Delta Lloyd - voir PI 48 - mai 2007